Droit

mis à jour le 09/07/2024

Master | Contrat d'apprentissage |
RNCP 38158

Master Droit - Parcours Droit du Plaidoyer et Affaires Publiques (M_299_DPAP)

PRÉSENTATION

Présentation de la formation

Le parcours Droit du plaidoyer et affaires publiques forme des spécialistes disposant de compétences complémentaires dans la compréhension des politiques publiques, la représentation des intérêts et la communication publique. La formation propose de confronter des étudiants à des praticiens et des universitaires spécialistes de l'action publique et des politiques qui s'y rattachent. Ce parcours est professionnalisant et s'appuie en même temps sur des acquis de recherche.

Objectifs de la formation

- Développer une aptitude à saisir les enjeux d'un secteur, à participer à la conception d'une politique publique
- Coordonner les actions de l'Etat dans les services déconcentrés
- Maîtriser les techniques de représentation des intérêts, développer une stratégie de lobbying
- Maîtriser la méthodologie de l'évaluation de projets

Métiers visés

- Chargé de communication publique
- Chargé de mission affaires publiques au sein d'entreprises
- Assistant parlementaire
- Chargé de lobbying
- Consultant secteur public
- Responsable d'un service au sein d'une collectivité locale
- Responsable plaidoyer en ONG, association

Rythme d'alternance

Temps plein université de mi-septembre à mi-octobre
Alternance mi-octobre à mi-juin : 3 jours en entreprise, 2 jours à l'université
Temps plein entreprise mi-juin à mi-septembre

Dates de la formation et volume horaire

1 ère année : > (504 heures)
2 ème année : > (495 heures)
3 ème année : > (0 heures)Durée : 2 ans
Nombre d'heures : 999h

ADMISSION

Conditions d'admission

Pré-requis :

Conditions d'admission selon l'année de candidature. Cf ci-dessous

Année 1 :

Titulaires d'un diplôme BAC+3 (180 crédits ECTS) ou équivalent à Dauphine, d'une université ou d'un autre établissement de l'enseignement supérieur dans les domaines suivants : droit, droit et sciences politiques, sciences politiques, sciences sociales.

Année 2 :

Titulaires d'un diplôme BAC+4 (240 crédits ECTS) ou équivalent à Dauphine, d'une université, d'une grande école de commerce, d'un Institut d'Etudes Politiques ou d'un autre établissement de l'enseignement supérieur dans les domaines suivants : droit, sciences politiques, histoire, relations internationales.
Pour les étudiants issus d'autres disciplines que le droit, un travail personnel sur une thématique juridique sera demandée en amont des entretiens.

Modalités de candidature

L'admission se fait en 3 étapes :

Candidature en ligne
Décision d'admissibilité pour les entretiens, sur la base du dossier de candidature
Entretien avec les candidats admissibles, puis décision d'admission

CONTACTS

Vos référents FORMASUP PARIS IDF

Sonia CHERFI

contact@formasup-paris.com

Huguette NKONGI MBUNGU

Pour les publics en situation de handicap : consultez nos pages dédiées Apprenants et Entreprises.

PROGRAMME

Code RNCP 38158

Direction et équipe pédagogique

M1: Responsable du M1 Elisabeth Mella (Titulaire)

Equipe d'enseignants titulaires:
-Elisabeth Mella,
-Alix Perrin
-Olivia Tambou
-Antoine Louvaris
-Renaud Dorandeu
-Thierry Tuot

Intervenants vacataires:
S Ouwerkerk, T Carlassare, N Gabayet, A Vandepoorter, O Alaoui, E Lavignotte, N Pastor

M2 Responsable du Parcours: Renaud Dorandeu (Titulaire)

Equipe Enseignants titulaires:
G Nogatchewsky
R Chantiri
L Bon Michel
P Tabourin
B Gerard
R Roberston
E Thuelin
S Baud
C Carn
P Etain

M Olteanu

Intervenants vacataires:
N Tossigno
S Pelisson

Programme détaillé de la formation	Volume horaire session - 1 année 1	Volume horaire session - 1 année 2
Droit administratif approfondi	18h	
Mutation(s) de l'action publique	36h	
Contentieux public	42h	
Politiques publiques	18h	
Droit du numérique et de l'intelligence artificielle	24h	
Séminaire de recherche ou clinique juridique	36h	
Droit des organisations territoriales décentralisées	21h	
Finances et comptabilités publiques	18h	
Droit de l'Union européenne approfondi	18h	
Questions sociales	9h	

Examens	40h	19h
Travaux personnels, de groupe, séminaires	60h	50h
Droit de l'environnement	18h	
Droit constitutionnel approfondi	18h	
Economie publique	24h	
Management Public	18h	
UE professionnelle	20h	
Lobbying et plaidoyer	18h	
Droit public des affaires	24h	
Droit de la commande publique et des contrats complexes	24h	
Droit parlementaire		18h
Probité publique : dispositifs juridiques		24h
Processus décisionnel européen		18h
Pratiques de la négociation		15h
Décision politique : acteurs et mécaniques		15h
Atelier communication		18h

Atelier Intelligence situationnelle	12h
Lobbying : stratégies et enjeux	36h
Pratique du plaidoyer	21h
Legal aspects of negociation	27h
NULL	
NULL	
Political consideration	18h
Droit de l'action collective et du plaidoyer	18h
Gouvernance européenne	9h
Gestion de crise	15h
Théories de la communication	12h
Salon des Affaires Publiques	48h
Séminaire collectif à Bruxelles	20h
Choix bloc 1	36h
Finances locales	18h
Lobbying européen : enjeux stratégies et juridiques	10h

Choix bloc 2	36h
Choix bloc 2	36h
Droit des campagnes électorales	18h
Pratiques du mécénat	18h
Think tanks	18h
Mémoire - Alternance	10h
Examens	

Modalités pédagogiques

M1 : La 1ère année du master Droit est organisée en 2 semestres et se déroule de septembre à mai. Enseignements répartis entre les cours obligatoires et les travaux de recherche.

M2 : Grâce à des mises en situation pédagogiques (cours, études de cas, projets collectifs et individuels, montage d'événements, voyage d'études, etc.), le parcours proposé couvre une gamme assez large de secteurs, avec une attention particulière portée aux collectivités locales.
La formation en alternance facilite les synergies entre les organismes qui accueillent les étudiants en apprentissage et les enseignements tournés vers l'action publique.

Contrôle des connaissances

Examens oraux et/ou écrits. Mémoire.

Année 1 :
Examens oraux et/ou écrits. Contrôle continu

Année 2 :
Examens oraux et/ou écrits. Contrôle continu. Mémoire.

Diplôme délivré

Diplôme de Master. Domaine Droit, économie, gestion ; Mention Droit ; Parcours Droit du plaidoyer et

affaires publiques.
Diplôme national de niveau 7 du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, préparé à Dauphine - PSL et délivré par l'Université PSL.

COMPÉTENCES

- Aptitude à saisir les enjeux d'un secteur, à participer à la conception d'une politique publique
- Coordonner les actions de l'Etat dans les services déconcentrés
- Maîtriser les techniques de représentation des intérêts, développer une stratégie de lobbying
- Maîtriser la méthodologie de l'évaluation de projets

Activités

CF ci-dessus

Année 1 :

CF ci-dessus

Année 2 :

- Aptitude à saisir les enjeux d'un secteur, à participer à la conception d'une politique publique
- Coordonner les actions de l'Etat dans les services déconcentrés
- Maîtriser les techniques de représentation des intérêts, développer une stratégie de lobbying
- Maîtriser la méthodologie de l'évaluation de projets

Usages avancés et spécialisés des outils numériques

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention.
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine.

Développement et intégration de savoirs hautement spécialisés

- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale. Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines.
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines. Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux.
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation.

Communication spécialisée pour le transfert de connaissances

- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation.
- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère.

Appui à la transformation en contexte professionnel